

المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC



المجلس الأعلى للتربية والتكوين والبحث العلمي
Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°11/CSEFRS/2024**

RELATIF A :

**L'ACQUISITION DU MOBILIER DE BUREAU POUR LE COMPTE DU CONSEIL
SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
EN LOT UNIQUE**

**RESERVE AUX TRES PETITES, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES, Y COMPRIS LES
JEUNES ENTREPRISES INNOVANTES, AUX COOPERATIVES, AUX UNIONS DE COOPERATIVES ET A
L'AUTO-ENTREPRENEUR**

En application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	5
ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES.....	5
ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 7: NANTISSEMENT	6
ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 9: DELAI DE LIVRAISON	6
ARTICLE 10: LIEU DE LIVRAISON DU MATERIEL	7
ARTICLE 11: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON.....	7
ARTICLE 12: NATURE DES PRIX	7
ARTICLE 13: CARACTERE DES PRIX.....	7
ARTICLE 14: CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE.....	8
ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE	8
ARTICLE 16: DELAI ET CONDITIONS DE GARANTIE	8
ARTICLE 17: RECEPTION PROVISOIRE	8
ARTICLE 18: RECEPTION DEFINITIVE.....	9
ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT	9
ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD.....	9
ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS.....	9
ARTICLE 22: RESILIATION DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 23: RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES	9
ARTICLE 24: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....	10
ARTICLE 25: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES	10
ARTICLE 26: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT.....	10
CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES	11
ARTICLE 27: CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU MOBILIER	11
ARTICLE 28: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF	14

**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
N°11/CSEFRS/2024**

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié sur offres des prix, en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point a. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ENTRE

Le **Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique**, représenté par son Président, désigné ci-après par « le CSEFRS » ou « le Maître d'Ouvrage ».

D'UNE PART

ET

A- Pour les personnes physiques :

1) *Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas de l'auto-entrepreneur :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Faisant élection de domicile à :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence

B- Pour les personnes morales :

1) *Cas des sociétés :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de :

Faisant élection de domicile à :

Affilié à la CNSS sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N°:

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence

2) *Cas des établissements publics :*

Monsieur, Qualité.....;

Agissant au nom et pour le compte de

Siège à :

Affilié à sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Monsieur, Qualité..... ;
Agissant au nom et pour le compte de, au capital social de : ;
Faisant élection de domicile à : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque
..... Agence :

Désigné ci-après par « le Prestataire » ou « Titulaire »

C- Pour les groupements :

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention
(les références de la convention)

- Membre 1 : ;

M ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

Au capital social ;

Registre de commerce de ;

Affilié à la CNSS sous N° ;

Faisant élection de domicile au : ;

Titulaire du compte bancaire n° : Ouvert à la banque
..... Agence ;

- Membre 2 : ;

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M.
(Prénom, nom et qualité) en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des
prestations, ayant un compte bancaire sous N° (RIB sur 24 positions) ouvert auprès ;

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

CHAPITRE PREMIER : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent Appel d'Offres ouvert national simplifié a pour objet la conclusion d'un marché relatif à l'acquisition du mobilier de bureau pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique en lot unique.

ARTICLE 2: CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché consistent en la fourniture du mobilier de bureau suivant les spécifications techniques exigées au niveau du chapitre 2.

ARTICLE 3: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents constitutifs du marché sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
2. Le présent CPS dûment signé ;
3. Le bordereau des prix - Détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (C.C.A.G.T), approuvé par le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit par le décret précité N°2.22.431, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE 4: REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants :

- La loi N°105-12 relative au Conseil promulguée par le dahir N ° 1-14-100 du 16 rajeb 1435 (16 Mai 2014) ;
- Le Dahir N° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Dahir N°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;
- Le décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux CCAG-T approuvé par le Décret N° 2-14-394 du 6 chaabane1437 (13 mai 2016) ;
- Le décret N°2-16-344 du 22-07-2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Le décret N°2.14.272 du 14 mai 2014 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
- Le décret royal N°330-66 du 10 moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- Le règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ;
- Le règlement portant organisation Financière et comptable du Conseil Supérieur de l'Education, Formation et de la Recherche Scientifique.
- Tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date de signature du marché.

Ainsi que tous les textes réglementaires se rapportant à l'objet de cet appel d'offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas et ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

ARTICLE 5: VALIDITE ET DATE DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par le Président du Conseil, en application de l'article 142 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

La notification de l'approbation du marché intervient dans un délai maximum de (60) soixante jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis en application de l'article 143 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023).

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, il est fait application des dispositions prévues à l'article 143 du décret précité.

ARTICLE 6: ELECTION DU DOMICILE DU TITULAIRE

Les notifications du Maître d'Ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.
En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 7: NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi N°112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir N°1-15-05 du 29 Rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le Maître d'Ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins **du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique ou par toute personne mandatée par ce dernier à cet effet ;**
2. Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi N°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
3. Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi N°112-13 ;
4. Les paiements prévus au marché seront effectués par **l'agent comptable détaché auprès du Conseil,** seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers attributaires du présent marché ;
5. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 8: SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est un contrat écrit par lequel le titulaire confie, sous sa responsabilité, à un tiers, l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

La sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises, ni porter sur les articles N°01, N°06, N°07 et N° 09.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret N°2.22.431.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous-traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc, notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les auto-entrepreneurs.

Le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise, notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquelles il a confié l'exécution d'une partie des prestations objet du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est tenu de présenter au Conseil les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées, dans le cas où le titulaire du marché recourt à la sous-traitance.

ARTICLE 9: DELAI DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer le mobilier de bureau objet du présent marché dans un **délai de Quarante-cinq (45) jours** à compter de la date de commencement prescrite par ordre de service.

Le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison du matériel.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité du mobilier de bureau-incombant au titulaire.

Lorsque le dernier jour du délai est un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 10: LIEU DE LIVRAISON DU MATERIEL

Le titulaire est tenu d'assurer, à ses frais (charges et décharges comprises), la livraison du mobilier de bureau objet du présent marché, dans les locaux du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, sis à : Angle Avenue Allal El Fassi- et Avenue AIMELIA - Rabat.

ARTICLE 11: MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON

11.1 Modalités de livraison :

Le mobilier de bureau livré par le titulaire doit être accompagné d'un bon de livraison établi en cinq (05) exemplaires. Ce bon de livraison doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché ;
3. L'identification du titulaire ;
4. L'identification du mobilier de bureau livré (N° de l'article, désignation, quantités livrées....etc.).

Toute livraison doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le titulaire et accepté par le maître d'ouvrage.

Avant toute livraison, le titulaire du marché doit informer le maître d'ouvrage au moins 2 jours avant la date de livraison.

11.2 Conditions de livraison :

La livraison du mobilier de bureau se déroulera sur les lieux du Conseil sis à : Angle Avenue Allal El Fassi- et Avenue AIMELIA - Rabat). Elle est effectuée en présence des représentants dûment habilités du maître d'ouvrage et du titulaire.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre le mobilier de bureau indiqué dans le marché ou entre les prospectus déposés et ceux effectivement livrés, ou si les essais effectués dans les conditions réelles d'utilisation ne donnent pas entière satisfaction, la livraison est refusée par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement du mobilier de bureau non-conforme.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions jugées utiles pour l'enlèvement rapide à ses frais et sous sa responsabilité le mobilier de bureau refusé. Les frais de manutention et de transport du mobilier de bureau refusé sont à sa charge.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction du mobilier jugé non conforme par le maître d'ouvrage sera imputable au titulaire et la non-réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement du mobilier de bureau refusé, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

ARTICLE 12: NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les prix du marché sont établis en dirham marocain.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement livrées conformément au marché.

ARTICLE 13: CARACTERE DES PRIX

Le prix du marché comprend le bénéfice et tous droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, de manière générale, toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Conformément à l'article 15, paragraphe 1 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics, les prix du marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE 14: CAUTIONNEMENTS ET RETENUE DE GARANTIE

- Le cautionnement provisoire est fixé à **sept mille Dirhams (7 000,00 Dhs)**.
- Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Il doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- La retenue de garantie à prélever sur les acomptes est de dix pour cent (10%). Elle cessera de croître lorsqu'elle aura atteint les sept pour cent (7%) du montant initial du marché. La retenue de garantie peut être remplacée par une caution bancaire.

ARTICLE 15: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le titulaire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de livraison du mobilier de bureau, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 16: DELAI ET CONDITIONS DE GARANTIE

16.1 Délai de garantie :

Le titulaire du marché est tenu de garantir le mobilier de bureau pendant une durée **d'un (01) an** à compter de la date de la réception provisoire.

16.2 Conditions de garantie :

Le titulaire garantit que tout le mobilier de bureau objet du présent marché, est neuf, n'a jamais été utilisé, et du modèle le plus récent en service et incluant toutes les dernières améliorations en matière de conception. Le titulaire garanti en outre que tout le mobilier de bureau objet du présent marché n'aura aucune défectuosité due à sa conception, ou à tout acte ou omission du titulaire, laquelle défectuosité puisse se développer pendant l'utilisation normale du mobilier de bureau livré dans les conditions et l'environnement prévalant lors de son utilisation et de son exploitation.

La garantie demeurera valable **douze (12) mois** à compter de la date du procès-verbal de la réception provisoire du mobilier de bureau. Le maître d'ouvrage peut adresser au titulaire, à tout moment au cours du délai de garantie, les listes détaillées des imperfections ou malfaçons relevées, à l'exception de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par des tiers.

A la réception d'une telle notification, le titulaire, dans les vingt-quatre (24) heures qui suivent l'appel pour dépannage, réparera ou remplacera le mobilier de bureau défectueux, sans frais pour le maître d'ouvrage.

Les imperfections ou les malfaçons constatées par le maître d'ouvrage durant le dernier mois du délai de garantie doivent être réparées par le titulaire dans un délai fixé par ordre de service. Toutefois, le délai fixé à cet effet ne doit pas dépasser deux mois après l'expiration du délai de garantie.

Si le titulaire après notification, manque à rectifier la ou les défectuosités dans les délais raisonnables, soit Quinze jours après la réception de la notification, le maître d'ouvrage peut commencer à prendre les mesures coercitives nécessaires prévues par l'article 79 du CCAG-T, aux risques et frais du titulaire et sans préjudice d'aucun recours qu'il puisse avoir contre le titulaire, en application des clauses du présent marché.

ARTICLE 17: RECEPTION PROVISOIRE

Il sera procédé à la réception provisoire du marché par une commission désignée à cet effet. Cette réception sera concrétisée par l'établissement d'un procès-verbal de conformité technique et d'un procès-verbal de réception provisoire selon les modalités suivantes :

- La commission désignée à cet effet s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité du mobilier aux spécifications techniques du marché.
- Le mobilier, est ensuite soumis à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards du mobilier livré avec le descriptif technique, et par comparaison avec les modèles décrits par les prospectus déposés par le titulaire du marché.
- Le mobilier reconnu non conforme ou défectueux sera isolé par les soins et aux frais du

titulaire et remplacé dans le délai contractuel.

- Une fois que toutes les vérifications sont concluantes, la commission procédera à la réception provisoire du marché par l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire qui sera conjointement signé par les membres du comité de suivi et le titulaire du présent marché.

ARTICLE 18: RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée après expiration du délai de garantie prévue à l'article 16 ci-dessus, et après remplacement par le titulaire du mobilier de bureau qui s'est avéré défectueux. Le procès-verbal de réception définitive sera établi à cet effet et signé conjointement par les membres du comité de suivi et le titulaire du présent marché.

ARTICLE 19: MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement des décomptes, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraison et établie en cinq (05) exemplaires décrivant le mobilier de bureau livré et indiquant les quantités livrées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement sera effectué sur la base desdits décomptes en application des prix du bordereau des prix - détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite de la retenue de garantie et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au titulaire seront versées sur son Compte bancaire.

ARTICLE 20: PENALITES POUR RETARD

A défaut d'avoir terminé la livraison du mobilier de bureau dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire une pénalité par jour calendaire de retard de **1% (un pour mille pour mille)** du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à **8% (huit pour cent)** du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAG-T.

ARTICLE 21: LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le titulaire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le titulaire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article 162 du décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 22: RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues par l'article 152 du décret N°2-22-431 du 08 mars 2023 relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

ARTICLE 23: RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES

Une retenue à la source au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sera appliquée conformément à la circulaire conjointe relative à la retenue à la source en matière de TVA du 15/05/2024.

ARTICLE 24: REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché passé suite au présent appel d'offres, des désaccords surgissent avec le titulaire, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations du CCAG-Travaux. Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire de services sont soumis aux tribunaux compétents de Rabat.

ARTICLE 25: LES CONDITIONS D'OCTROI ET DE RESTITUTION DES AVANCES

Conformément au décret N°2-14-272 du 14 Rejeb 1435 relatif aux avances en matière de marchés publics, notamment son article 2, aucune avance n'est prévue dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 26: DROITS DE TIMBRES ET D'ENREGISTREMENT

Le titulaire doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.








CHAPITRE II : CLAUSES TECHNIQUES



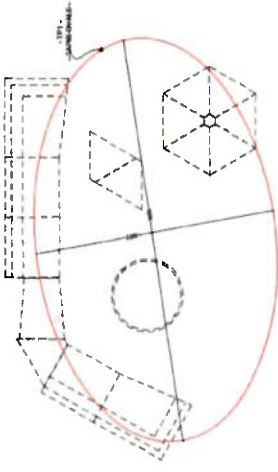
ARTICLE 27: CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DU MOBILIER

Le titulaire sera en charge de livrer le mobilier de bureau conformément aux spécifications techniques suivantes :

(Les photos dans ce tableau sont fournies à titre illustratif et indicatif, elles ne donnent aucune indication sur la marque, sur les matériaux et formes finales des articles)

Art N°	Désignation	Description	Photo illustrative a titre indicative	Unité
1	Bureau	<p>Bureau réalisé en panneaux de conglomerat de bois épaisseur 30 mm revêtu de mélamine chants périphériques en pvc. Piétements en forme de U renversé. Traverse en section triangulaire 55 c 55 mm équipé par bouchons enjoliveur et embout chromé et vernis de réglage. Les piétements sont reliés par des poutres métalliques de section 40 x 40 mm et des supports rehausses chromés. La gestion des câbles est assurée dans le bureau par goulotte métalliques et top accès.</p> <p>La surface de l'ensemble des pièces est traitée avec une peinture en époxy polymérisée après passage au four voile de fond et goulotte.</p> <p>Dimensions plateau bureau : <u>1 plan longueur 1600 profondeur 800 hauteur 740 mm.</u></p> <p><u>Couleur à définir avec le maître d'ouvrage</u></p>		U
2	Caisson pour bureau	<p>Caisson en bois :</p> <p>De même structure et finition que le plateau du bureau sur roulettes, à 3 tiroirs, avec plumier en PVC.</p> <p>Serrure centralisée (2 clés pliantes fournies)</p> <p>4 roulettes multidirectionnelles dont 2 équipées de freins</p> <p>Dimension : H 60 cm x P 55 cm x l 44cm.</p> <p><u>Couleur à définir avec le maître d'ouvrage</u></p>		U
3	Fauteuil Bureau	<p>Fourniture de sièges Fauteuil pour bureau sur roulettes.</p> <p>Fourniture et la pose d'un Fauteuil avec dossier haut. Piètement 5 branches en aluminium poli sur roulette. Mécanisme synchrone avec réglage de tension.</p> <p>Réglage de la hauteur d'assise par vérins lift à gaz</p> <p>Accoudoirs réglables 3D en polyuréthane</p> <p>Fauteuil : Hauteur (113 - 122) - Profondeur (63) - Largeur (68)</p> <p>Assise : Hauteur (44.5 - 53.5) - Profondeur (47) - Largeur (49)</p> <p><u>Revêtement et couleur à définir avec le maître d'ouvrage</u></p>		U

Art N°	Désignation	Description	Photo illustrative a titre indicative	Unité
4	Table de réunion ronde	<p>Table ronde pour 4 à 5 places composée de :</p> <p>Une table d'appointe très pratique, superbe plateau 120 cm, épaisseur 19 mm en panneaux de particules haute densité finition mélaminé, chants droits en PVC antichocs 0,8 assortie au plateau.</p> <p>Piètement étoile plein en panneau de particules mélaminé assortie au plateau, pour une parfaite stabilité.</p> <p>1. Dimensions : Diamètre : Entre 120 cm et 130 cm, - Hauteur : Environ 75 cm sur vérins.</p> <p>2. Matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plateau : en Bois MDF. • Finition : Vernis ou huilée. • Piètement en étoile : en bois, offrant une bonne stabilité. <p>Couleur à définir avec le maître d'ouvrage</p>		U
5	Chaise visiteurs	<p>Fourniture de fauteuils de travail</p> <p>Fourniture et pose d'un Fauteuil visiteur. Piètement luge chromé.</p> <p>Fauteuil visiteur, Piètement luge chromé</p> <p>Coque de protection en en polypropylène.</p> <p>Revêtement et couleur à définir avec le maître d'ouvrage.</p>		U
6	Table de réunion rectangulaire	<p>Table de réunion rectangulaire, modulable Conçue pour accueillir environ 30 personnes</p> <p>Dimensions :</p> <ul style="list-style-type: none"> Longueur totale : Environ 6 à 8 mètres, Largeur : Entre 1,5 et 2,0 mètres, Hauteur : Standard de 75 cm, Modularité : Composée de plusieurs sections modulables. <p>Matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Plateau : Bois MDF ou bois plaqué Finition : Vernis, laqué ou huilé, protégeant la surface tout en conservant un aspect professionnel et élégant. Piètement : Métal (acier ou aluminium) ou bois, avec des pieds robustes et amovibles pour faciliter le rangement et le transport. <p>Couleur à définir avec le maître d'ouvrage</p>		U

Art N°	Désignation	Description	Photo illustrative a titre indicative	Unité
7	Fauteuil salle de réunion	<p>Fauteuil pour salle de réunion Fourniture et pose d'un fauteuil pour salle de réunion Piètement luge chromé. Accoudoirs en tube rond métallique chromé et polyuréthane Fauteuil : Hauteur (88) - Profondeur (68) - Largeur (56.5) Assise : Hauteur (47) - Profondeur (47) - Largeur (49) Couleur à définir avec le maître d'ouvrage</p>		U
8	Meuble bas « BAHUT »	<p>Meuble bas en panneau stratifié double face avec couvre chant antichoc sur le pourtour en pvc épaisseur 4/10 mm même couleur. Étagère en panneau stratifié double face avec couvre chant antichoc sur le pourtour en pvc épaisseur 4/10 mm même couleur. Vérins de réglage de niveaux au sol en pvc noir hauteur 25 mm réglables de l'intérieurs. Chapeau en panneau stratifié double face épaisseur 25 mm avec couvre chant antichoc sur le pourtour en pvc épaisseur 2 mm même couleur. Doubles portes ouvrantes en panneau stratifié épaisseur 19 mm avec couvre chant antichoc sur les pourtours en pvc épaisseur 4/10 mm et poignées métalliques + fermeture à clé. Couleur à définir avec le maître d'ouvrage</p>		U
9	Tapis OVALE	<p>Fourniture de tapis forme OVALE ayant les caractéristiques suivantes : - Matériaux : 100% pure laine vierge / col bg71. - Dimensions Générales : ovales 3 x 5 m</p> <p>Echantillon de la matière à fournir pour validation par le maître d'ouvrage Couleur à définir avec le maître d'ouvrage</p>		U

ARTICLE 28: BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF



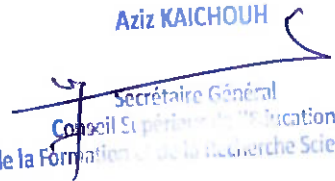
N° prix	Désignation	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire hors taxes	Prix Total hors taxes
			(1)	(2)	(3) = (1) * (2)
1	Bureau	U	14		
2	Caisson pour Bureau	U	14		
3	Fauteuil de Bureau	U	15		
4	Table de réunion ronde	U	01		
5	Chaise visiteurs	U	18		
6	Table de réunion rectangulaire	U	01		
7	Fauteuil salle de réunion	U	30		
8	Meuble bas « BAHUT »	U	14		
9	Tapis OVALE	U	02		
TOTAL HORS TVA					
TAUX TVA (20 %)					
TOTAL TTC					

ARRETE LE PRESENT BORDEREAU DES PRIX PORTANT DETAIL ESTIMATIF A LA SOMME DE
..... DIRHAMS TOUTES TAXES COMPRISES.



DERNIERE PAGE
CAHIER DES PRESCRIPTION SPECIALES
APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SUR OFFRES DE PRIX
N°11/CSEFRS/2024

**OBJET : L'ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU POUR LE COMPTE DU
CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION, DE LA FORMATION ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

<p style="text-align: center;"><u>PRESENTE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Ahmed RAHMOUNI Chef du Département Administratif et Financier</p>	<p style="text-align: center;"><u>VERIFIE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> KHADDOUJ BENJELLOUN Directrice du Pôle Ressources</p>
<p style="text-align: center;"><u>LU ET ACCEPTE PAR</u></p>	<p style="text-align: center;"><u>VALIDE PAR</u></p> <p style="text-align: center;"> Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>

